

La Défense et son livre blanc....cassé ?

La « fuite » émane du Sénat et ce n'est certainement pas un hasard. Chacun connaît le rapport de force politique à cette Chambre.

Faire sonner le tocsin, par un sénateur PS, aux allures du cri du désespoir sent quand même un peu le coup monté.

Depuis quelques jours, les médias se font l'écho d'un véritable tsunami annoncé dans le monde de la Défense, au travers de la parution imminente du futur Livre Blanc.

Son chef de file s'en est d'ailleurs allé, toujours à en croire la presse, au motif que ce serait lui l'auteur du scénario du pire, le « Z ».

Différents scénarii sont ainsi évoqués, baptisés Y ou Z, tous aussi catastrophiques les uns que les autres, avec des conséquences terribles pour l'emploi civil et militaire, l'arrêt de certains programmes, le décalage d'autres, etc...

Les patrons des grandes entreprises d'armement viennent d'ailleurs d'interpeler le Président de la République, qui est en réalité le leur, de patron (!!!), dénonçant les ravages de tels choix budgétaires, dont certains élus n'hésitent pas à dire qu'ils feraient perdre à la France son rang au niveau international.

On pourrait presque croire que l'objectif d'annoncer « la peste noire » pourrait servir l'acceptation qu'« une bonne grippe espagnole » serait le moindre mal.

De là à annoncer qu'il s'agit de faire admettre l'idée que c'est au personnel de faire les efforts qu'il conviendrait, il n'y a qu'un pas que nous franchissons.

Ce ne serait pas la première fois que le secteur de la Défense et ses entreprises serviraient de champ d'expérimentation.

Un « ANI Défense » en préparation ??? Une réduction de la voilure de l'Etat dans le capital d'entreprises nationales, ..., ???

Il y a toujours un but et une raison.

La CGT s'est largement exprimée, ces dernières années, sur les choix opérés par les différents gouvernements qui sacrifiaient l'outil de défense de la France au nom de choix budgétaires qui remettaient en cause notre indépendance et notre souveraineté nationale. Plutôt que de préserver un secteur industriel pourvoyeur d'emplois et de technologies avancées, d'utiliser la dualité de celles-ci pour répondre aux besoins de la Nation, des choix d'abandons ont été fait poussant les industriels à se tourner vers le tout Export, sans mesurer les conséquences et la fragilité d'une telle stratégie.

Ce tout Export s'accompagnant sciemment d'un transfert exorbitant de technologies que ne font pas les autres « concurrents » européens par exemple. Pourquoi, ce sabotage français ?

Tout simplement parce que nous sommes toujours dans le scénario du traité de Maastricht qui est la pierre angulaire de toutes les options prises, y compris en lien avec l'OTAN, donc avec « l'agrément » américain.

Que l'on ne nous fasse pas le coup « des vieux jeux », car c'est bien dans cette doctrine du fédéralisme du partage des créneaux que nous sommes.

Ce partage conduit à des filières qui conduisent à des spécialisations qui conduisent à des usines et emplois types sur des cœurs de métiers. **Cela ne vous parle-t-il pas ?**

Le satellitaire et le renseignement, le naval, le terrestre, la gendarmerie de monde, le feu nucléaire, ... et tout ceci dans une Europe de la défense, **PILIER de l'OTAN** et seul bloc armé toujours existant et qui veut déplacer son centre de gravité très largement vers l'Asie.

C'est pour ces raisons que la CGT a toujours expliqué que les choix en matière industrielle, économique et sociale sont bien évidemment fait dans une ligne politique pour aboutir à un certain modèle et non comme on voudrait faire croire (pas à nous) à une obligation d'adaptation à un modèle économique subit, venant de l'extérieur, qui expliquerait les inéluctables restructurations.

Rien n'est en effet plus faux. Accepter de s'adapter à cette économie mondiale pour exister demain serait le seul échappatoire possible ? Non ! Non seulement c'est faux, mais c'est la seule voie pour disparaître pour de bon.

Des choix sont faits en conscience et c'est en conscience que ce gouvernement et le Président de la République a eu comme premiers pas dans la Défense celui de sanctuariser la dissuasion nucléaire.

Des choix de reculs ou d'avancées ?

Il est curieux de voir comment les craintes dont se font l'écho les médias aujourd'hui, tout comme les mises en garde des patrons de l'industrie d'armement, rejoignent les analyses que porte la CGT depuis des années et que certains, récemment, considéraient « catastrophistes ».

A la CGT, nous n'avons jamais fait la politique de l'autruche, et notre but a toujours été d'éclairer les salariés et les citoyens sur les conséquences des choix politiques et industriels opérés par les gouvernements ou nos dirigeants.

La CGT a toujours défendu l'idée que les établissements de la Défense, notamment industriels, sont des poumons économiques locaux. Dans les bassins d'emplois concernés, il faut cependant ne pas se replier sur une mono industrie mais concevoir le tissu économique comme pluraliste.

Il revient aux divers acteurs de capitaliser leurs savoir-faire, il peut y avoir des collaborations mutuellement avantageuses, c'est le mélange des genres et la fusion des domaines qui sont sources de repli.

C'est ainsi que nous avons toujours défendu de justes positions à DCNS, y compris, quand il fallait, par exemple, s'opposer à la filière/filiale qui a accouchée de DES. **La CGT de DCNS s'est retrouvée seule quand le choix de « piquer » ou pas le boulot de nos collègues du Ministère de la Défense s'est opéré. La CGT a su dire NON !**

La CGT de DCNS s'est aussi retrouvée seule quand l'accord GPEC à DCNS a été avalisé alors que la stratégie de l'entreprise n'avait pas été dévoilée. Autant dire que l'outil GPEC au service des restructurations et ce quelque soit la stratégie d'entreprise devient alors une arme redoutable comme en témoigne par exemple Ridha Ben Hamza, professeur de droit à propos de la GPEC chez Renault. Ainsi, nous le citons, selon les sources de l'AFP/Liaisons sociales dans un article intitulé « *la GPEC, arme de Renault pour réduire les effectifs sans plan social* ». Aussi, selon ce professeur : « *la GPEC est la matrice de l'accord de compétitivité de Renault* ».

La CGT de DCNS se refuse en fait à se laisser enfermer dans des choix idéologiques qui ne reposent sur aucun schéma industriel en France si ce n'est que des pistes de filialisations dans lesquelles DCNS serait hors d'une réelle production. **Nous proposons de réfléchir justement à l'inverse et nous ne voulons pas que les industriels restent entre eux pour ne viser que le profit au détriment de l'intérêt général.**

Nous pensons que ce sujet de la Défense relève certes de la puissance publique mais aussi de l'opinion des citoyens et des salariés concernés.

Dans notre réflexion, DCNS, comme d'autres, devrait intégrer un Pôle Public National de Défense que nous revendiquons. Nous militons pour que cette industrie particulière de l'armement ne soit surtout pas aux mains du marché.

Plusieurs montages et partenariats peuvent être envisagés sur le territoire, sans transfert d'actifs, mais en ayant à l'esprit des coopérations mutuellement avantageuses, c'est le cas des EMR par exemple.

La CGT de DCNS a de multiples propositions, elle les verse régulièrement au débat dont celle d'une rencontre tripartite Etat/Employeur/Organisations syndicales pour avancer sur des propositions qui répondent aux aspirations du personnel.

Qui a à craindre une telle proposition ?

Pas nous !